

La note de Conjoncture de la CAPEB

LA LETTRE
D'INFORMATION
HEBDOMADAIRE
DU RÉSEAU

Conjoncture du
4^e trimestre 2015

Janvier 2016



ACTIVITÉ DE L'ARTISANAT DU BÂTIMENT : UN DERNIER TRIMESTRE 2015 MIEUX ORIENTÉ

L'année 2015 enregistre un repli d'activité plus marqué qu'attendu avec - 2 % en volume malgré un quatrième trimestre affichant un recul limité de - 1 %. Même si les perspectives d'activité semblent plus favorables pour l'année 2016, il est encore toutefois prématuré de parler de réelle reprise à ce jour.

Mémo du trimestre

Activité globale ↘ -1%

Neuf ↘ -2,5%

Entretien-Rénovation
→ 0%

Bilan 2015

Activité globale ↘ -2%

Neuf ↘ -4,5%

Entretien-Rénovation
↘ -0,5%

Prévisions 2016

Activité globale
↗ [0% ; + 1%]

Neuf ↘ [-1,5% ; -0,5%]

Entretien-Rénovation
↗ [+ 0,5% ; + 1,5%]

L'année 2015 enregistre donc la quatrième année consécutive de baisse d'activité dans l'artisanat du bâtiment, marquant toutefois une stabilisation de la dégradation avec - 2 % comme en 2014. Pour autant, la détérioration de l'emploi s'est accélérée en 2015 avec près de 15 000 emplois perdus.

Ce recul s'explique par un repli du neuf de 4,5 % cette année, avec au quatrième trimestre, un recul plus contenu de 2,5 %. La météo clémente et surtout le volume des mises en chantier expliquent ce chiffre. Ainsi, les mises en chantier de logements représentent 351 200 logements en France en novembre 2015 sur douze mois cumulés, soit le même chiffre qu'un an auparavant, principalement portées par le collectif (+ 3,6 %). Sur la même période, les permis déposés sont en légère hausse de 0,3 %, soit 379 600 logements autorisés.

Ces éléments semblent dessiner pour les mois à venir une rupture avec la spirale de baisse continue de la construction neuve, même si le niveau de production de logements demeure très bas au regard du passé et bien en deçà de l'objectif des 500 000. Quant à l'activité en entretien-rénovation, elle a cessé de se dégrader et devient atone ce trimestre 0 %. En 2015, l'activité recule de 0,5 % comme en 2014, recul limité dû à la croissance des travaux de performance énergétique + 1 % et de la reprise des ventes de logements anciens. En ce qui concerne les métiers de l'artisanat du bâtiment, ils enregistrent des dégradations d'activité comprises entre - 0,5 % et - 1,5 %. Les travaux de maçonnerie tirent particulièrement leur épingle du jeu

ce trimestre, avec un recul limité de - 1 % (contre -3,5 % au trimestre précédent).

Dans ce contexte, les besoins de trésorerie restent toutefois élevés puisque 46 % des entreprises déclarent un besoin de trésorerie (contre 45 % un an auparavant) qui est en moyenne égal à 19 000 €. Quant aux carnets de commandes, ils représentent désormais 72 jours de travail (soit 7 jours de plus qu'un an auparavant).

L'horizon semble s'éclaircir dans l'artisanat du bâtiment avec une perspective d'activité comprise entre 0 et + 1 % en 2016. Cette tendance résulterait d'un moindre recul de la construction neuve de - 3 % à - 2 % et d'une progression de l'entretien-amélioration comprise entre 0,5 % et 1,5 %.

Dans les mois à venir, le marché devrait, en effet, être stimulé par les différents dispositifs mis en place dans le neuf comme dans la rénovation (dispositif Pinel, renforcement du PTZ, reconduction de l'éco-PTZ, CITE).

Si les marchés de la performance énergétique et de l'accessibilité devraient contribuer positivement à l'activité du bâtiment, les marchés publics en revanche subiraient la baisse des dotations de l'État. Néanmoins, le secteur du bâtiment restera touché par la concurrence des travailleurs détachés.

En conclusion, si la baisse d'activité semble enfin enrayée, la reprise reste à confirmer.

VOLUME D'ACTIVITÉ

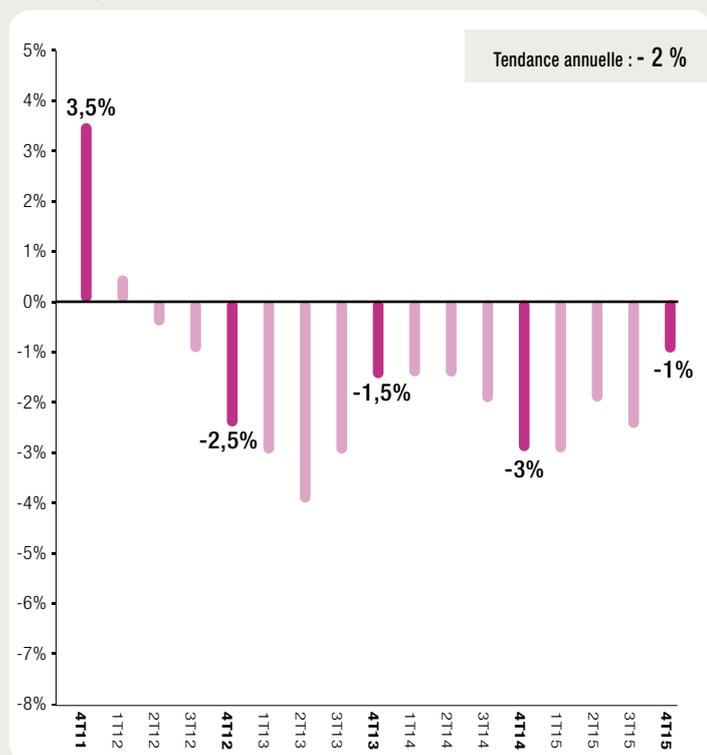
Un repli d'activité atténué

Au quatrième trimestre 2015, le volume d'activité des artisans du bâtiment recule de 1 % par rapport au même trimestre de l'année précédente (déjà en recul de 3 %).

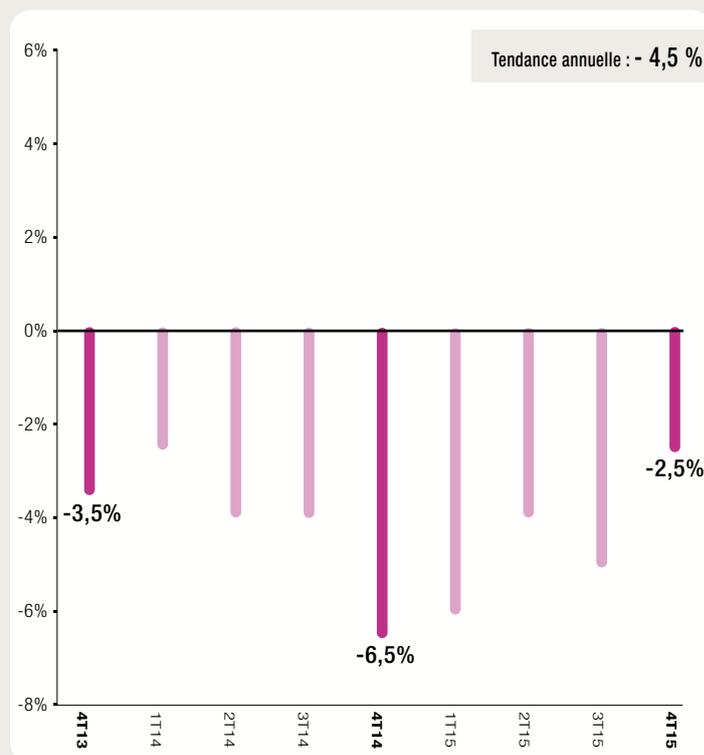
Du côté de la construction neuve, la dégradation se ralentit avec une baisse de 2,5 % (contre - 6,5 % au trimestre de l'année précédente). L'activité en entretien-rénovation devient atone ce trimestre (0 %) après 5 trimestres de baisse.

Le volume des travaux d'Amélioration de la Performance Énergétique des Logements affiche une progression de 1 % (comme au trimestre précédent).

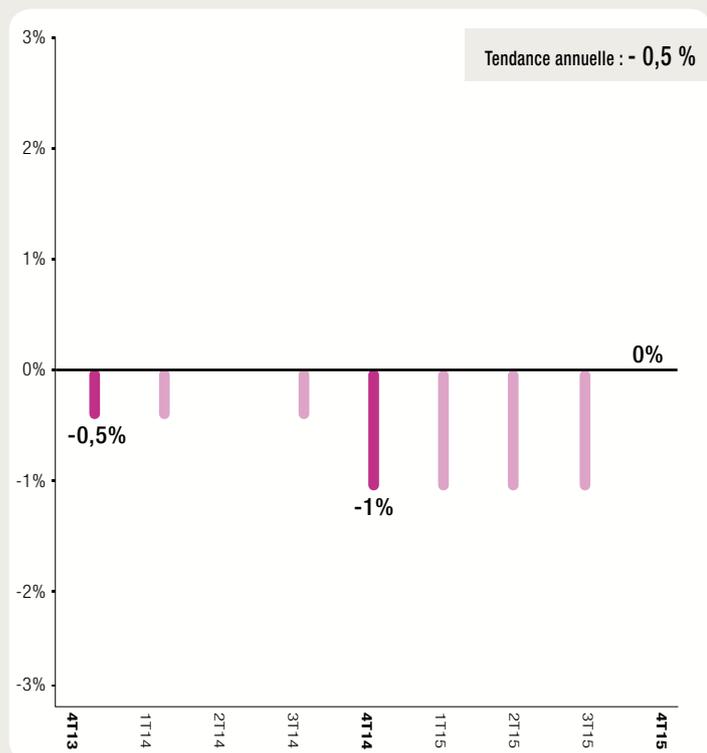
Activité globale



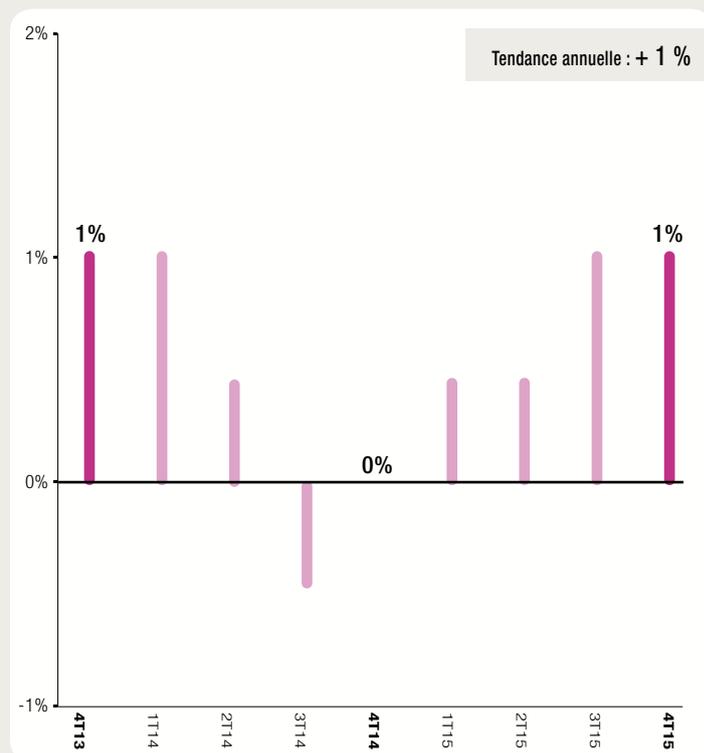
Construction neuve



Entretien-rénovation (y compris les travaux d'APEL)



Travaux d'Amélioration de Performance Énergétique du Logement (APEL)



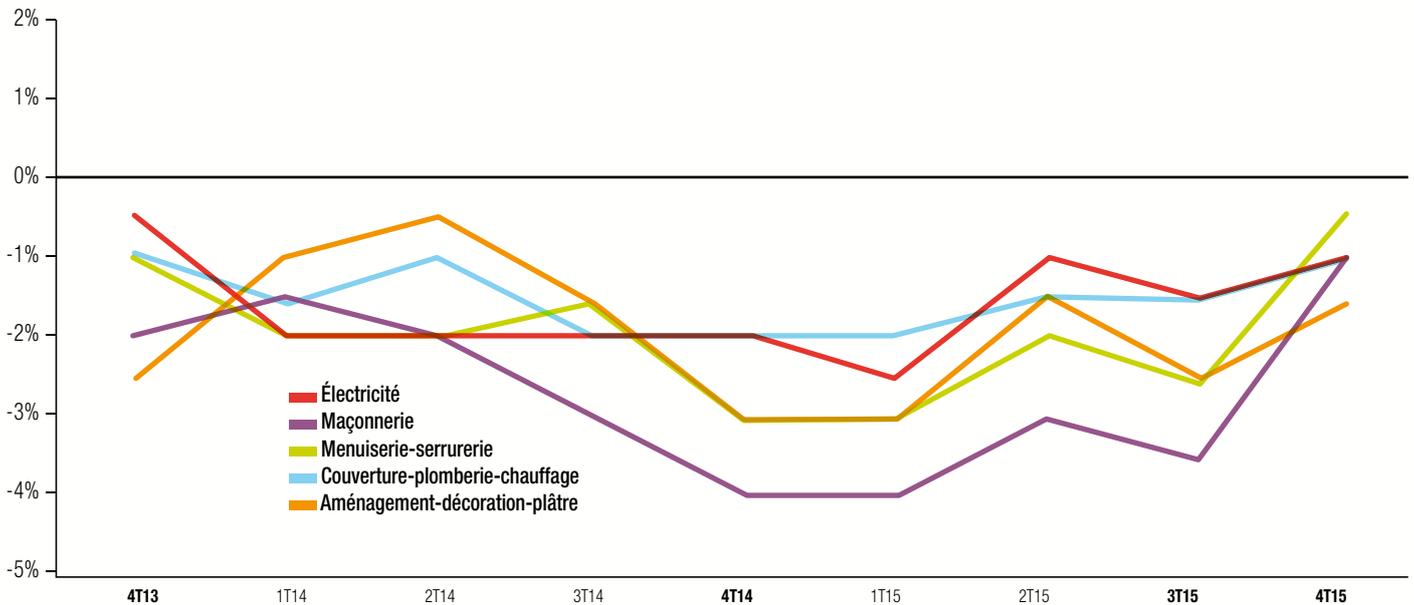
Sources CAPEB - I+C, taux de croissance par rapport au même trimestre de l'année précédente.

ACTIVITÉ PAR CORPS DE MÉTIERS

Un moindre recul de l'activité pour l'ensemble des corps de métiers

La dégradation du volume d'activité se situe entre - 0,5 % et - 1,5 % pour les différents métiers.

Les travaux de maçonnerie et de menuiserie-serrurerie tirent particulièrement leur épingle du jeu ce trimestre, avec des reculs limités respectivement de - 1 % contre -3,5 % au trimestre précédent pour le premier et de - 0,5 % contre -2,5 % pour le second.

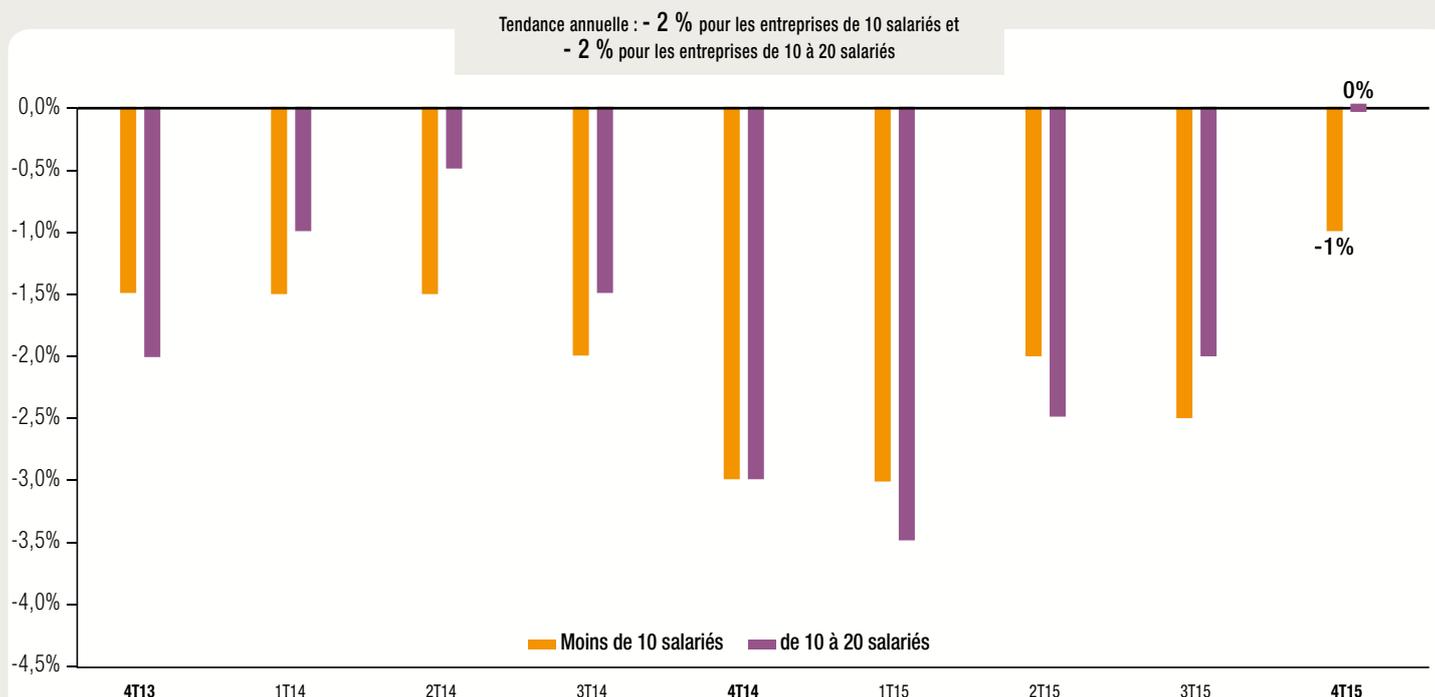


Source : CAPEB - I+C, taux de croissance par rapport au même trimestre de l'année précédente.

ACTIVITÉ PAR TAILLE D'ENTREPRISE

La baisse d'activité est plus marquée pour les entreprises de moins de 10 salariés

Au 4^e trimestre 2015, la baisse d'activité est de 1 % pour les entreprises de moins de 10 salariés contre 0 % pour les entreprises de 10 à 20 salariés.



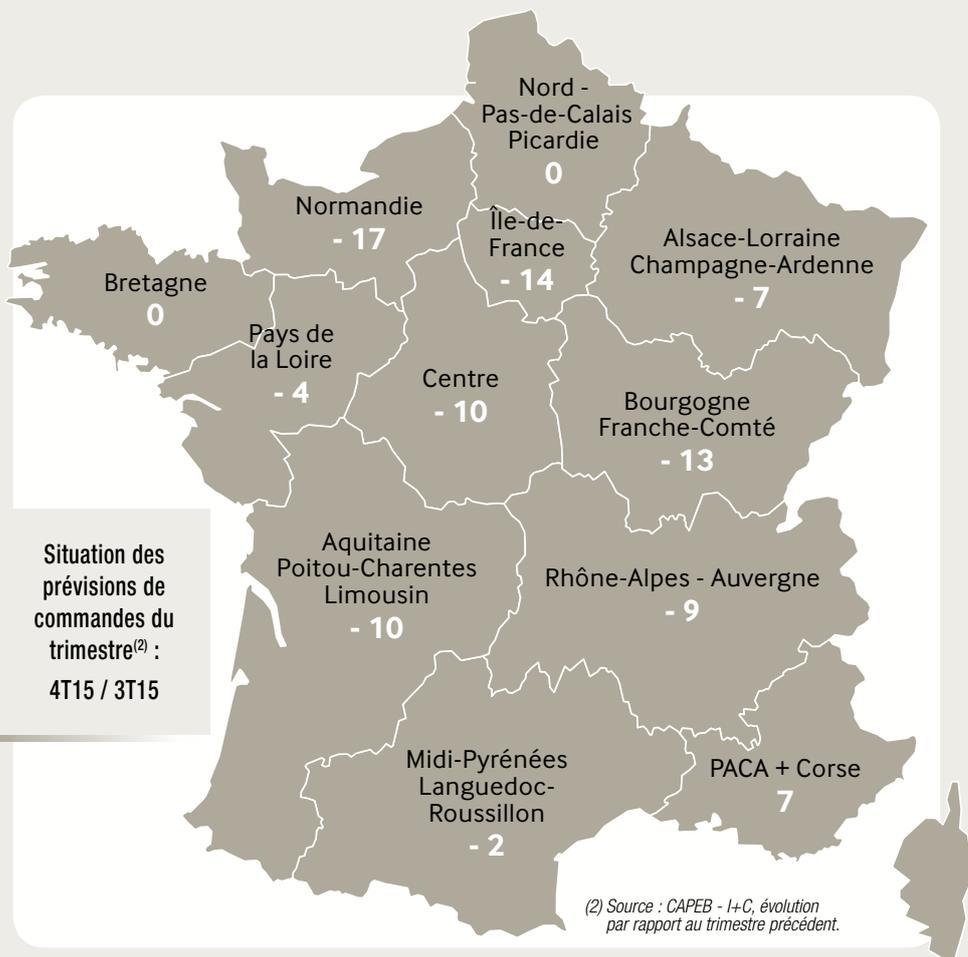
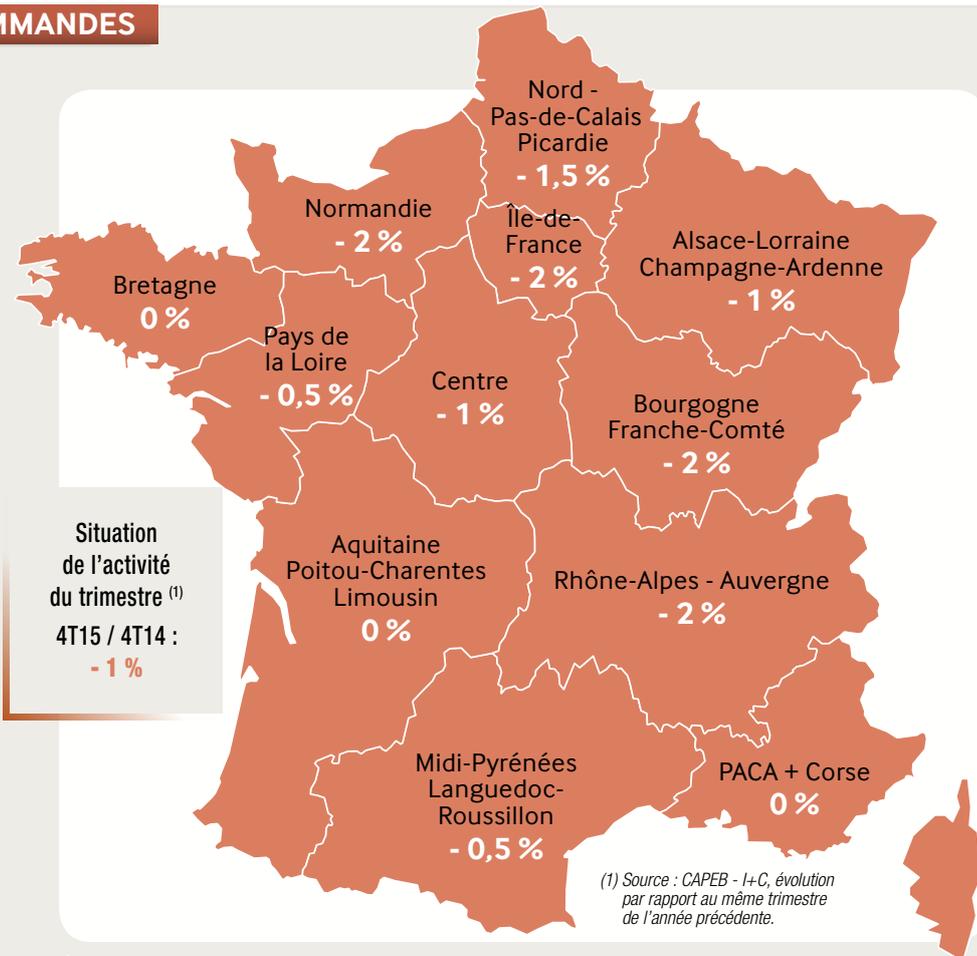
Source : CAPEB - I+C, taux de croissance par rapport au même trimestre de l'année précédente.

ACTIVITÉ PAR RÉGIONS ET COMMANDES

Activité réalisée au 4T2015

Les variations d'activité sont assez homogènes ce trimestre, elles sont comprises entre 0 % et - 2 % en volume.

La Normandie l'Île-de-France et la région Rhône-Alpes - Auvergne sont plus fortement impactées par la baisse d'activité puisqu'elles affichent un recul de 2 %, au contraire, la Bretagne, l'Aquitaine-Poitou-Charentes-Limousin et Provence-Alpes-Cotes-d'Azur enregistrent une croissance atone ce trimestre (supérieur à la moyenne nationale).



Prévisions de commande au 4T2015

Au quatrième trimestre 2015, le renouvellement des carnets de commandes semble s'améliorer dans de nombreuses régions. À l'inverse de la Bourgogne-Franche-Comté, l'Aquitaine-Poitou-Charentes-Limousin et la Normandie qui enregistrent une nouvelle détérioration des carnets de commandes.

Interprétation des soldes d'opinions : méthodologie

Le solde d'opinions se rapportant à l'activité mesure la différence entre le pourcentage d'entreprises ayant enregistré une hausse de leurs carnets de commandes et le pourcentage d'entreprises ayant enregistré une baisse.

La valeur d'un solde d'opinions doit être interprétée en fonction de la moyenne des soldes d'opinions précédents, il s'agit ici du troisième collecte sur les douze régions.

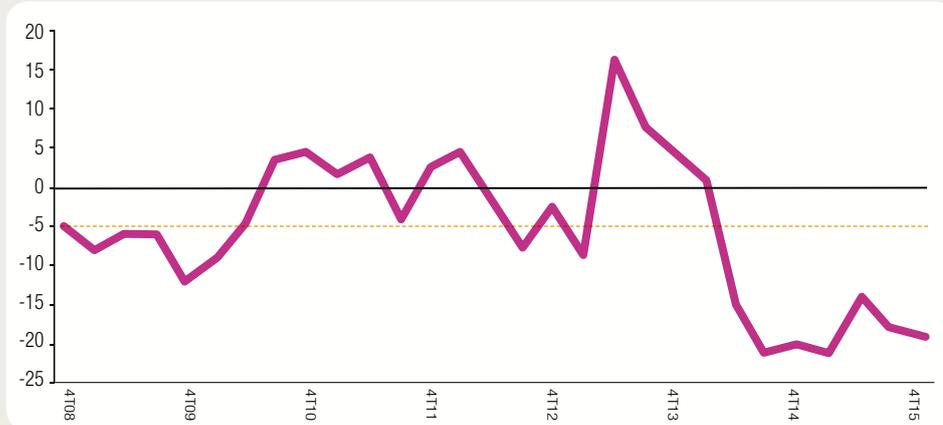
Soulignons par ailleurs que ces données tiennent compte de la réforme territoriale.

MARCHÉS

COLLECTIVITÉS LOCALES

Un solde d'opinions encore à la baisse

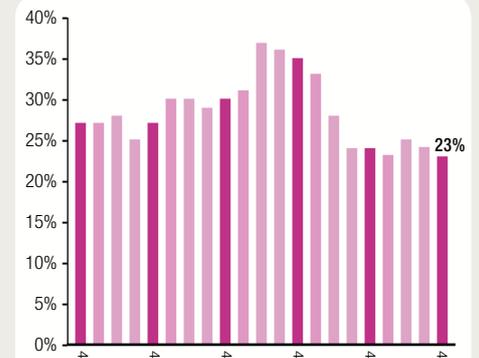
24 % des entreprises enregistrent une baisse de leur chiffre d'affaires réalisé pour le compte des régions, départements et communes, tandis que 5 % constatent une hausse. L'activité avec les collectivités reste très inférieure à la moyenne observée sur les sept dernières années.



Source : CAPEB / I+C, évolution de l'activité par rapport au trimestre précédent (en rose : solde d'opinions / en pointillé : pourcentage d'entreprise).

23 % des entreprises travaillent pour les collectivités territoriales

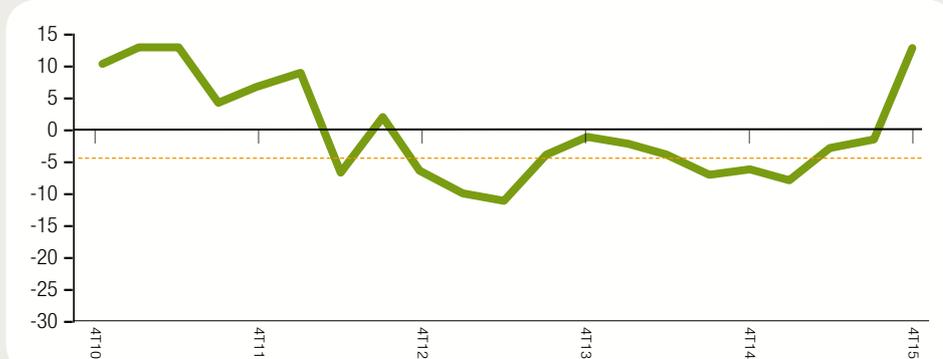
Le nombre d'entreprises travaillant pour le compte des collectivités locales est quasiment identique au même trimestre de l'année précédente (23 % contre 24 %), il reste proche de son pallier bas atteint en 2014.



SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance repart à la hausse

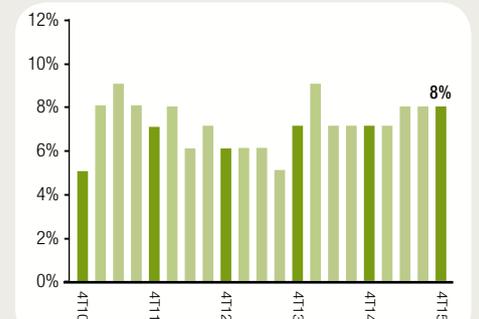
Seul 5 % des entreprises notent une baisse de leur activité réalisée en sous-traitance alors que 18 % constatent une progression. L'activité en sous-traitance est largement supérieure à la moyenne observée sur les sept dernières années.



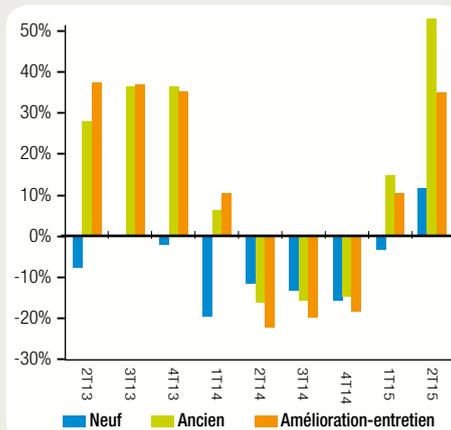
Source : CAPEB / I+C, évolution de l'activité par rapport au trimestre précédent (en vert : solde d'opinions / en pointillé : pourcentage d'entreprise).

8 % des entreprises en sous-traitance

Le nombre d'entreprises réalisant des travaux en sous-traitance s'établit à 8 % ce trimestre (contre 7 % au trimestre précédent).



CRÉDITS À L'HABITAT POUR LES PARTICULIERS



Source : Banque de France.

Des crédits à la hausse sur l'ensemble des marchés

Les montants de crédits accordés pour l'achat d'un logement neuf repartent à la hausse au 2^e trimestre 2015 (12,2 % par rapport au même trimestre de l'année précédente) après 15 trimestres consécutifs de baisse. Les montants accordés pour l'acquisition de logements anciens progressent, + 45,6 %, tout comme les crédits destinés aux travaux d'entretien-amélioration + 35,6 % par rapport au même trimestre de l'année précédente. Le montant global des crédits octroyés aux ménages repart à la hausse avec + 36,3 %. Ces chiffres sont toutefois à prendre avec précaution car le montant des crédits à l'habitat inclut les prêts aidés et les renégociations de contrats.

Ces chiffres sont toutefois à prendre avec précaution car le montant des crédits à l'habitat inclut les prêts aidés et les renégociations de contrats.

Évolution du taux d'épargne des ménages

Au 3^e trimestre 2015, le taux d'épargne augmente et s'établit à 15,5 %, contre 15,0 % au deuxième trimestre.



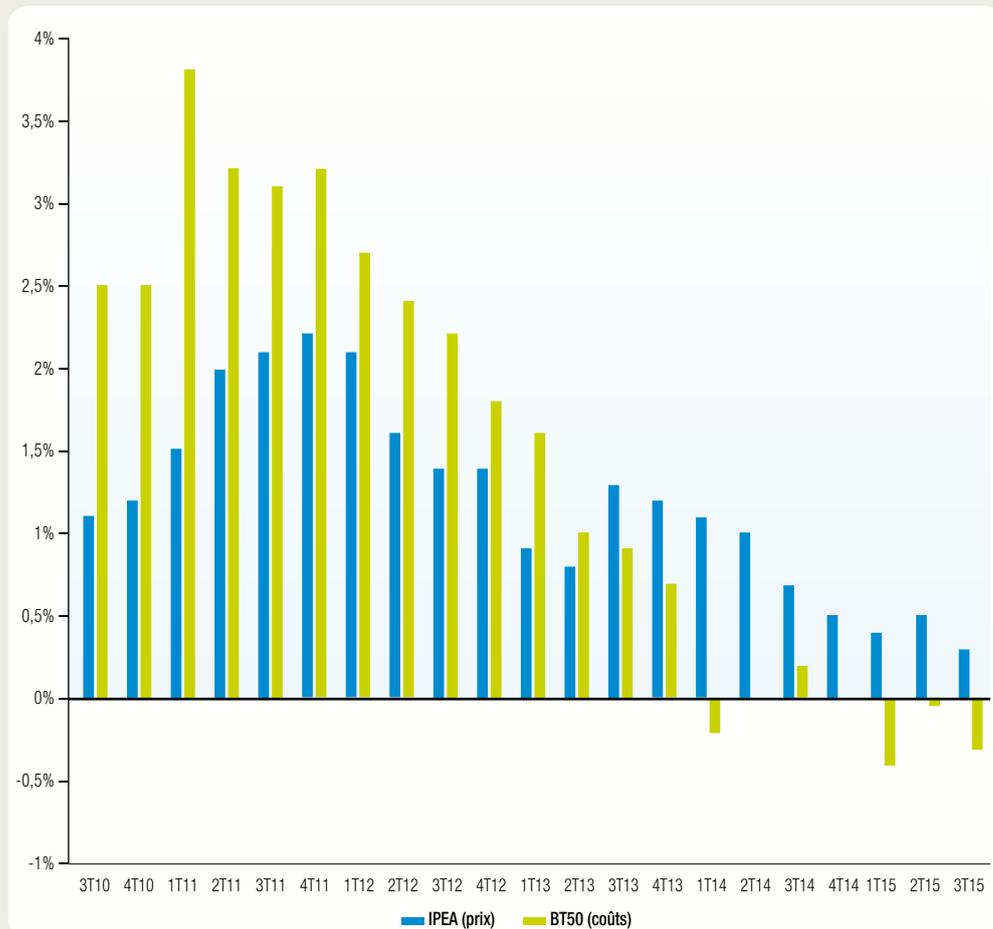
Source : INSEE. Le taux d'épargne est le rapport entre l'épargne des ménages et le revenu disponible brut.

ENTRETIEN-AMÉLIORATION DU LOGEMENT : COÛT ET PRIX DES TRAVAUX

Des coûts qui progressent moins vite que les prix

Les prix augmentent de 0,3 % au 3^e trimestre 2015 dans un contexte de baisse des coûts (-0,3 %). L'augmentation globale des prix est essentiellement due à la hausse des prix de travaux de menuiserie métallique et de serrurerie, de menuiseries bois et PVC.

Évolution comparée des prix et des coûts



Source : MEDDE ET INSEE, évolution par rapport au même trimestre de l'année précédente.

Évolution des prix par corps de métiers (3T2015 / 3T2014)

Maçonnerie Béton Armé Carrelage	0,0 %
Peinture Revêtement mural et de sol souple	-0,4 %
Menuiseries Bois PVC	0,8 %
Couverture zinguerie	0,1 %
Génie climatique	0,6 %
Plomberie sanitaire	0,6 %
Électricité	0,5 %
Menuiserie métallique Serrurerie	1,2 %
Plâtrerie	0,3 %

Source : INSEE et MEDDE.

PRIX ET COÛTS

MÉMO

Indice des prix à la consommation

Valeur en déc. 2015	Évolution annuelle (M/M-12)
126,03	+ 0,2 %

Indice du coût de la construction

Valeur au 3T15	Évolution annuelle (T/T-4)
1 608	- 1,17 %

Indice de référence des loyers

Valeur au 3T15	Évolution annuelle (T/T-4)
125,26	+ 0,02 %

Source : INSEE, indice base 100 au 4^e trimestre 1998.

Index BT50

Valeur en septembre 2015	Évolution annuelle (T/T-4)
105,9	- 0,3 %

Source : MEDDE, publication au JO du 23/12/2015, base 100 en 2010.

Cours de l'aluminium

En dollars/tonne en novembre 2015	Évolution annuelle (M/M-12)
1 465,1	- 28,6 %

Cours du cuivre

En dollars/tonne en novembre 2015	Évolution annuelle (M/M-12)
4 595,0	- 29,5 %

Cours du zinc

En dollars/tonne en novembre 2015	Évolution annuelle (M/M-12)
1 581,6	- 30,0 %

Prix de vente* des produits céramiques et matériaux de construction

Valeur en novembre 2015	Évolution annuelle (M/M-12)
100,6	- 2,2 %

Prix de vente* du béton prêt à l'emploi

Valeur en octobre 2015	Évolution annuelle (M/M-12)
96,7	- 4,2 %

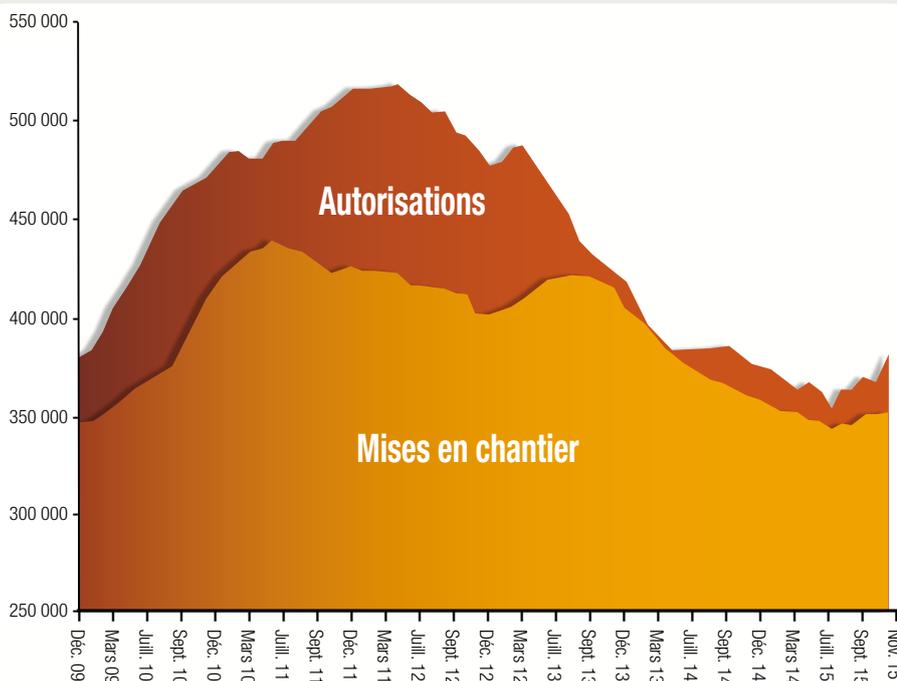
Prix de vente* des produits sidérurgiques de base et ferroalliages

Valeur en octobre 2015	Évolution annuelle (M/M-12)
93,4	- 6,1 %

Source : INSEE, indice base 100 en 2010.

* : valeurs provisoires.

NEUF : AUTORISATIONS ET MISES EN CHANTIER DE LOGEMENTS



Les mises en chantier

À la fin novembre 2015, on totalise 351 200 logements neufs commencés (en cumul sur 12 mois) comme un an auparavant principalement soutenu par le logement collectif (+ 3,6 %).

Les mises en chantier de logements individuels groupés sont par contre encore ce trimestre particulièrement touchées puisqu'elles affichent une baisse de 5,6 % et s'établissent à 37 400 sur 12 mois cumulés.

En novembre, le nombre de permis de construire de logements déposés sur 12 mois cumulés augmente très légèrement avec +0,3 %.

Type de logements commencés

Cumul des 12 derniers mois (résultats à la fin novembre 2015)

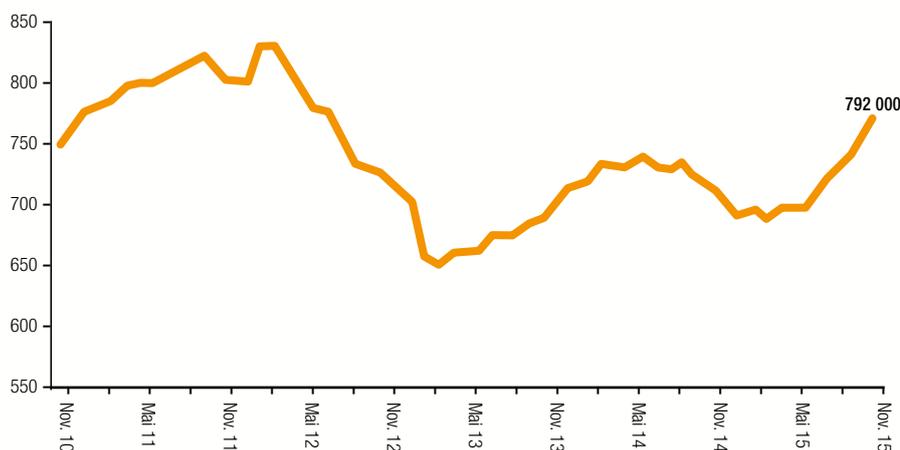
Variation (Décembre 2014 à novembre 2015 / Décembre 2013 à novembre 2014)

Individuels purs	100 400	- 4,3 %
Individuels groupés	37 400	- 5,6 %
Collectifs	188 400	3,6 %
Logements en résidence	25 100	0,0 %
Total	326 200	0,0 %

Source : MEDDE (nouvelle méthodologie en date réelle estimée), estimation des chiffres à partir des données collectées, complétée par des travaux de modélisation et des enquêtes annuelles.

ANCIEN : VENTES DE LOGEMENTS

Nombre de ventes de logements anciens sur les douze derniers mois (en milliers).

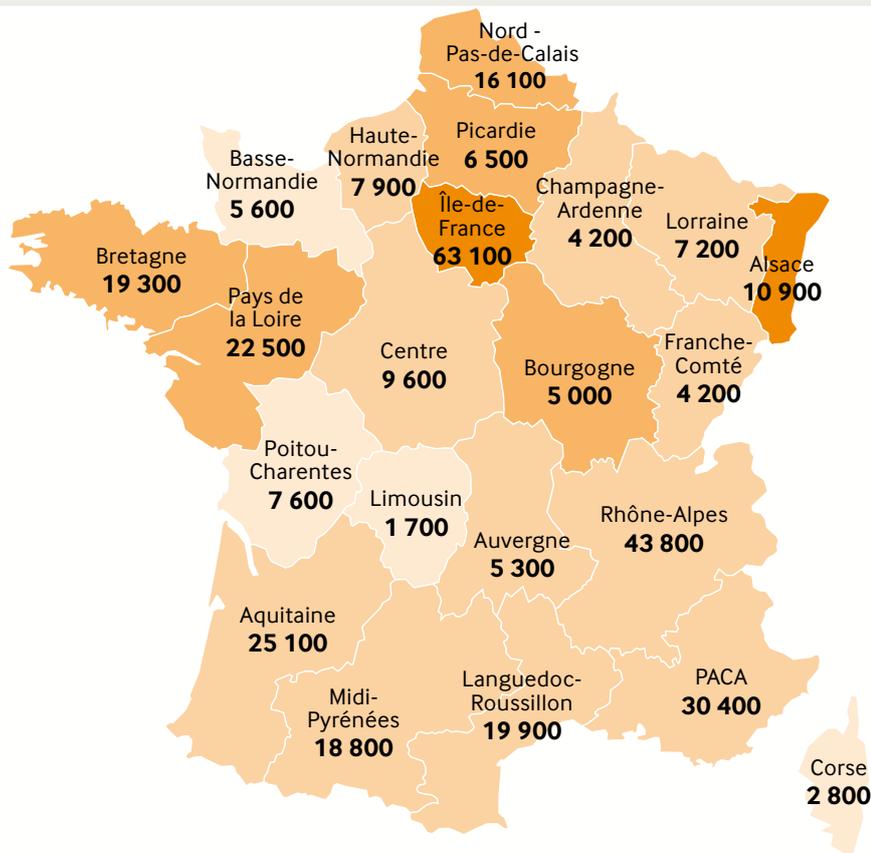


792 000 logements anciens vendus en novembre 2015

En novembre 2015, on totalise 792 000 ventes de logements anciens (en cumul sur 12 mois), soit une hausse significative de 13 % sur un an.

Source : CGEDD d'après DGFIP (MEDOC) et bases notariales.

LOGEMENTS COMMENCÉS (DÉCEMBRE 2014 À NOVEMBRE 2015)



Les mises en chantier restent stables sur les 12 derniers mois (de décembre 2014 à novembre 2015 par rapport à la même période de l'année précédente), ce qui représente 351 200 logements commencés.

Plus de 60 % des régions enregistrent toutefois une baisse de leurs mises en chantier. Les régions Corse et Limousin sont les plus affectées, elles affichent un recul de -20,9 % et -18,5 % au cours des 12 derniers mois.

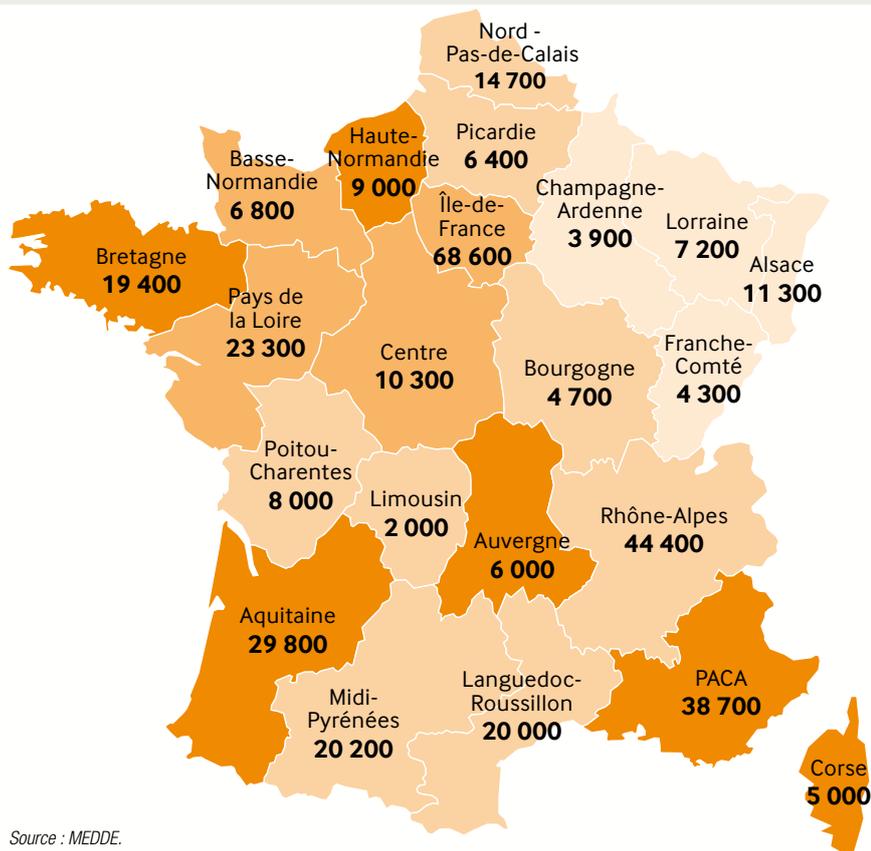
À l'inverse, sur la même période, l'Alsace et l'Île de France enregistrent une hausse supérieure à 10 % de leurs mises en chantier.

Variation en %

- Variation à la baisse supérieure à 10 %
- Variation à la baisse comprise entre 0 % et 10 %
- Variation à la hausse comprise entre 0 % et 10 %
- Variation à la hausse supérieure ou égale à 10 %

Grille de lecture : en Alsace, le nombre de logements mis en chantier cumulés sur une période d'un an, allant de décembre 2014 à novembre 2015, a enregistré une hausse supérieure ou égale à 10 % par rapport à la même période un an auparavant (décembre 2013 à novembre 2014). Ainsi à la fin novembre 2015, le cumul sur un an de logements mis en chantier s'établissait à 10 900.

LOGEMENTS AUTORISÉS (DÉCEMBRE 2014 À NOVEMBRE 2015)



Au niveau national, les permis de construire affichent également une légère progression de 0,3 % au cours des 12 derniers mois (de décembre 2014 à novembre 2015 par rapport à la même période de l'année précédente).

Le nombre de permis a donc progressé dans 10 régions, pour près des deux tiers d'entre elles cette hausse est très significative puisqu'elle est supérieure à 10 % (Aquitaine, Auvergne, Bretagne, Corse, Haute-Normandie et Provence-Alpes-Côte d'azur).

Toutefois, près de 55 % des régions enregistrent une baisse de leurs permis. La Lorraine est particulièrement impactée puisqu'elle enregistre un recul de 26,7 % des permis déposés.

Variation en %

- Variation à la baisse supérieure à 10 %
- Variation à la baisse comprise entre 0 % et 10 %
- Variation à la hausse comprise entre 0 % et 10 %
- Variation à la hausse supérieure ou égale à 10 %

Grille de lecture : dans la région Alsace, le nombre de permis de construire cumulés sur une période d'un an, allant de décembre 2014 à novembre 2015, a enregistré une baisse supérieure à 10 % par rapport à la même période un an auparavant (décembre 2013 à novembre 2014). Ainsi à la fin novembre 2015, le cumul sur un an de permis de construire s'établissait à 11 300.

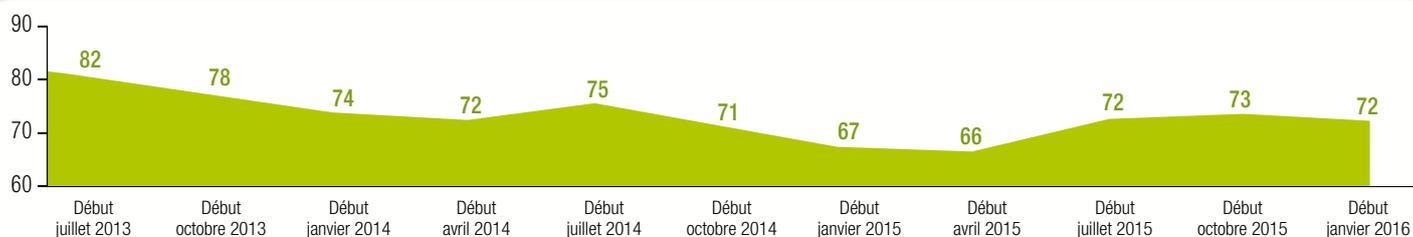
COMMANDES

CARNETS DE COMMANDES

La légère amélioration du nombre de jours des carnets de commandes semble se confirmer

Le renouvellement des carnets de commandes affiche une moindre baisse pour l'ensemble des entreprises (moins de 10 salariés et de 10 à 20 salariés) en entretien-amélioration comme en construction neuve. La légère amélioration des carnets de commande en nombre de jours est encore jugée faible par les entreprises car les soldes d'opinion, même s'ils sont moins défavorables, restent négatifs.

Évolution des carnets de commandes en nombre de jours



Neuf / Entretien-rénovation



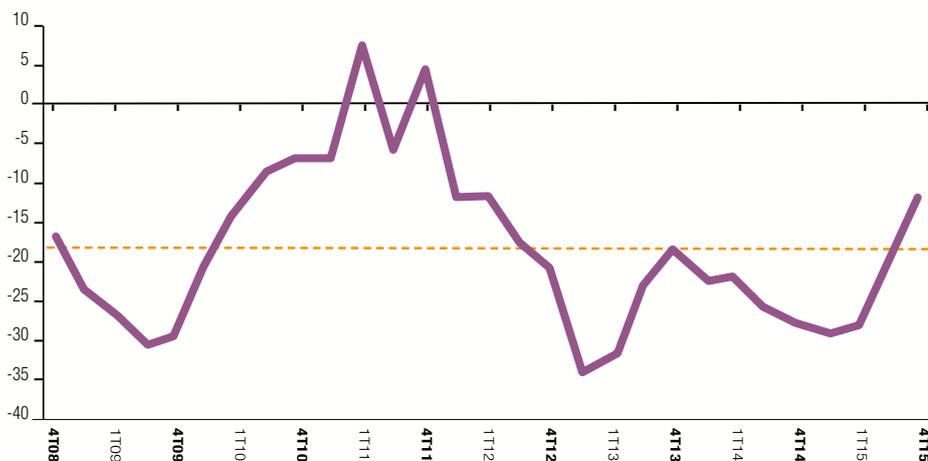
Source : CAPEB - I+C, évolution (solde d'opinions) par rapport au trimestre précédent.

Moins de 10 salariés / 10 à 20 salariés



Source : CAPEB - I+C, évolution (solde d'opinions) par rapport au trimestre précédent.

BESOINS DE TRÉSORERIE

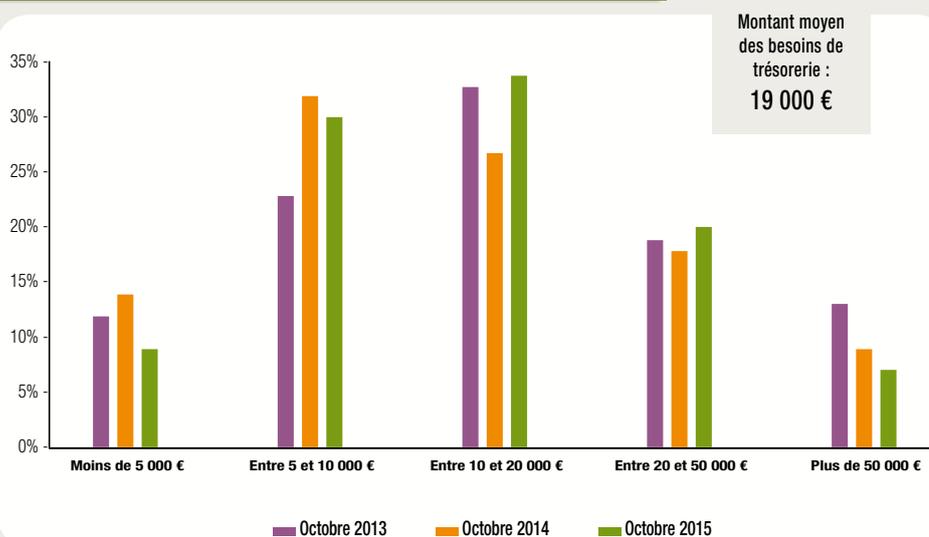


Source : CAPEB - I+C, évolution (solde d'opinions) par rapport au trimestre précédent.

Une trésorerie qui semble se redresser ce trimestre

Même si le solde d'opinions relatif à l'évolution de la trésorerie reste négatif au quatrième trimestre 2015, il s'améliore.

RÉPARTITION DES BESOINS DE TRÉSORERIE



Source : CAPEB - I+C.

Des besoins de trésorerie qui restent élevés

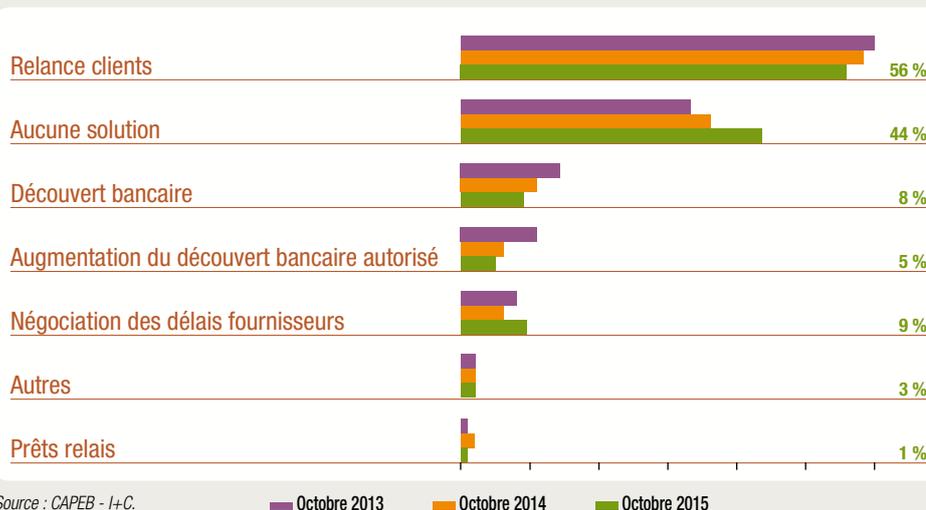
Au 4T2015, 46 % des entreprises font état de besoins de trésorerie (contre 45 % au même trimestre de l'année précédente), dont 61 % d'entre elles déclarent un besoin supérieur à 10 000 €.

En janvier 2016, le montant moyen des besoins de trésorerie de ces entreprises est de 19 000 €.

En octobre 2015, 13 % des entreprises déclarent une hausse du délai de paiement des clients (contre 6 % en octobre 2014) alors que 2 % enregistrent une baisse. Les défauts de paiement des clients sont en hausse pour 6 % des entreprises contre seulement 5 % d'entre elles qui déclarent une baisse.

SOLUTIONS MISES EN ŒUVRE POUR RÉSOUDRE LES PROBLÈMES DE TRÉSORERIE

Plusieurs réponses sont possibles



Source : CAPEB - I+C.

Pour résoudre leur problème de trésorerie, 56 % des entreprises ont recours à des relances clients (elles comptent d'abord sur leurs propres moyens).

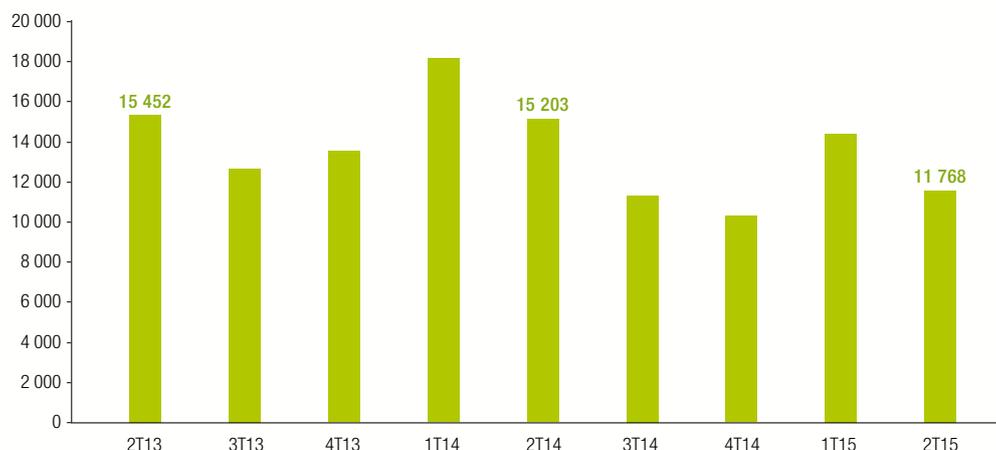
En effet, 80 % des entreprises ont constaté des retards de paiement de clients (contre 77 % en octobre 2014), et 35 % des entreprises déclarent une augmentation des retards de paiement.

Le découvert bancaire, l'augmentation du découvert bancaire autorisé et la négociation de délais avec les fournisseurs sont également utilisés par les entreprises.

À noter que dans plus de 44 % des cas, les entreprises n'envisagent aucune solution.

DÉMOGRAPHIE DES ENTREPRISES DANS LE BÂTIMENT

Nombre de créations



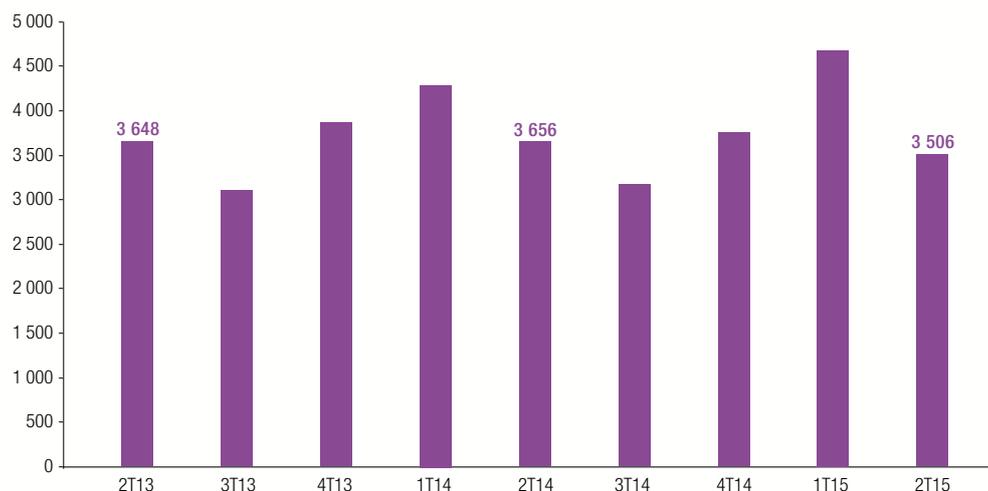
Créations :
- 23 %*

Au 2^e trimestre 2015, 11 768 entreprises ont été créées dans le bâtiment (y compris auto-entrepreneurs).

En cumul sur un an, le total de créations s'établit à 48 038, soit une baisse de 19,8 % sur 12 mois.

* Il s'agit des entreprises créées dans le cadre d'une reprise d'activité ou d'une création pure.

Nombre de défaillances



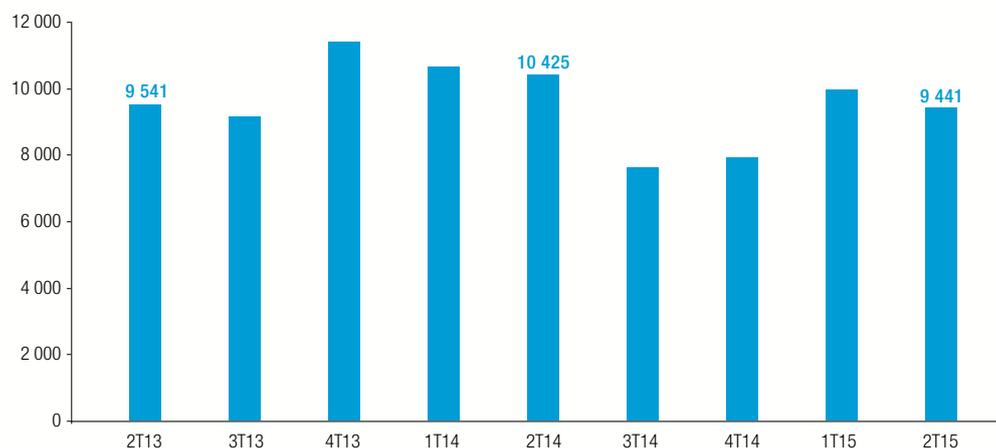
Défaillances :
+ 4,1 %*

Au 2^e trimestre 2015, 3 506 défaillances d'entreprises ont été enregistrées (y compris auto-entrepreneurs) dans le bâtiment.

En cumul sur un an, les défaillances s'établissent à 15 081 soit une baisse de 1,1 % sur 12 mois.

* Sont comptabilisées les entreprises ayant connu une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire.

Nombre de cessations



Cessations :
- 9,4 %*

Au 2^e trimestre 2015, 9 441 cessations d'entreprises ont été enregistrées (y compris auto-entrepreneurs) dans le bâtiment.

En cumul sur un an, les cessations s'établissent à 34 986 soit une baisse de 16,0 % sur 12 mois.

* Il s'agit ici d'une cessation d'activité sans motif, d'une cession de fonds, d'une fusion-absorption ou d'une dissolution avec ou sans liquidation.

EMPLOI DANS LE BTP

Emploi salarié

L'emploi salarié du BTP s'établit à 1 317 700 au 3^e trimestre 2015, soit une baisse de l'emploi (- 3,3 %) sur un an.

Emploi intérimaire

Au 3^e trimestre 2015, le secteur de la construction totalise 99 620 emplois intérimaires (emplois équivalents temps plein) contre 98 575 au même trimestre de l'année précédente.

L'intérim est donc en baisse (- 4 %) par rapport au même trimestre de l'année précédente. Le taux de recours à l'intérim (poids de l'emploi intérimaire dans l'emploi salarié total) s'établit à 7 %.



EMPLOI DANS L'ARTISANAT DU BÂTIMENT

Des embauches à la hausse dans l'artisanat du bâtiment

2 % des chefs d'entreprise envisagent de licencier ou de ne pas renouveler les contrats au premier semestre 2016 (contre 8 % à la même période un an auparavant).

Dans le même temps, 7 % des entreprises pensent embaucher des salariés supplémentaires (contre 4 % un an auparavant).

En janvier 2016, le nombre d'entreprises envisageant de licencier ou de ne pas renouveler des contrats est donc très inférieur au nombre d'entreprises souhaitant embaucher pour la première fois depuis 2 ans.

